



République de Maurice



Communiqué de presse

Mobilisation internationale pour la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental

Balaclava (Maurice), le 21 juin 2019 – Durant toute une semaine, la sécurité maritime a été au cœur de l'agenda régional. Plus de 200 délégués de haut niveau venant d'une quarantaine de pays et organisations internationales ont fait le déplacement à Maurice pour la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental des 18 et 19 juin 2019 et pour la 22^e session plénière du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes le 20 juin.

Ces rencontres ont permis de faire le point sur les enjeux de sécurité maritime et les initiatives en cours pour y répondre. Au total, une trentaine d'initiatives luttant contre les différents aspects de l'insécurité maritime (piraterie, trafic de drogue, traite d'êtres humains, attaques à mains armées, pêche illégale, blanchiment d'argent, risque terroriste, pollution...) ont cours dans l'océan Indien occidental. Les participants à la Conférence ministérielle ont ainsi appelé à une coordination effective de l'ensemble de ces initiatives pour éviter les chevauchements et assurer une sécurisation de long terme de l'océan Indien occidental traversé par des routes maritimes d'importance mondiale.

Parmi ces initiatives, les mécanismes d'échange d'information et de coordination des actions en mer, mis en place à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, et les activités du Code de conduite de Djibouti et ses amendements de Djeddah ont particulièrement retenu l'attention puisqu'ils fondent une architecture régionale de sécurité maritime adaptée aux besoins de la région. Les Centres régionaux mis en place à travers ces initiatives permettent en effet de mieux coordonner les actions en mer et de fluidifier la circulation de l'information entre les administrations nationales chargées de la sécurité. Les outils déployés dans le cadre du programme MASE auprès du Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et du Centre régional de coordination opérationnelle aux Seychelles permettront notamment de suivre la situation maritime en temps réel et d'identifier rapidement les comportements suspects ou les cas de détresse en mer pour une intervention coordonnée. Les participants ont également indiqué leur appréciation positive de la participation des partenaires internationaux aux opérations sur le terrain, notamment des forces navales (EUNAVFOR Atalanta, *Combined Maritime Forces*, les *Independent Deployers* et l'OTAN)

A l'issue des travaux, les délégués ont adopté la Déclaration de la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental et le Communiqué final de la 22^e session plénière du CGPCS, deux documents qui fixent le cap des actions à venir pour la sécurité maritime régionale. Les organisations régionales de l'Afrique orientale (COMESA, IGAD, EAC et COI) sont appelées à rester en première ligne de la mobilisation et de l'action pour la sécurité maritime en appui à leurs Etats membres et avec le soutien des partenaires au développement, notamment l'Union européenne.

Déterminées à approfondir l'engagement pour la sécurité maritime, « condition essentielle pour développer l'économie bleue et assurer la stabilité, le progrès social et la sécurité humaine », les autorités mauriciennes, par la voix du ministre mauricien des Affaires étrangères, de l'Intégration

Mis en œuvre conjointement

#MASE Programme
Pour un espace maritime sécurisé
en Afrique orientale et australe et océan Indien



Ce projet est financé par
l'Union européenne



République de Maurice



régionale et du Commerce international, Nandcoomar Bodha, également président en exercice du CGPCS au nom de la COI, ont annoncé l'organisation d'une nouvelle édition de la Conférence ministérielle en 2020 visant à évaluer la mise en œuvre de la Déclaration adoptée le 19 juin ainsi que d'un sommet sur la question. Nandcoomar Bodha a également symboliquement remis le fanion du CGPCS à Raychelle Omamo, ministre de la Défense du Kenya qui prendra la présidence de ce Groupe de contact à compter de janvier 2020 pour deux ans. Ce passage de témoin exprime la volonté des Etats de la région de jouer un rôle croissant et prépondérant pour la sécurité maritime régionale avec le concours renouvelé de la communauté internationale.

Cette semaine de la sécurité maritime, organisée par la République de Maurice en partenariat avec la COI et le soutien de l'Union européenne, a été marquée par la présence des ministres des Comores, de Djibouti, du Kenya, de Madagascar, du Secrétaire d'Etat des Seychelles représentant la présidence du Conseil des ministres de la COI, du Secrétaire d'Etat de Norvège, de la sous-secrétaire générale pour l'Afrique du Département des Affaires politiques et de Consolidation de la paix des Nations unies, des ambassadeurs de l'Union européenne, de France, du Royaume-Uni, de Chine, d'Inde et du Japon, entre autres, et de hauts-représentants des Etats-Unis, de plusieurs pays africains, arabes, asiatiques et européens, des forces navales, du COMESA, de l'IGAD, de la COI ou encore des agences onusiennes (Organisation maritime internationale, Organisation internationale pour les migrations, Office des Nations unies contre la drogue et le crime, FAO...).

CONTACTS PRESSE

Unité communication de la COI



(+230) 402 61 00



communication@coi-ioc.com

pascaline.alexandre@coi-ioc.org



[@commissionoi](https://www.facebook.com/commissionoi)



[@commission_coi](https://twitter.com/commission_coi)

[@MASE_programme](https://twitter.com/MASE_programme)

Mis en œuvre conjointement

#MASE Programme
Pour un espace maritime sécurisé
en Afrique orientale et australe et océan Indien



Ce projet est financé par
l'Union européenne